

COLLOQUE INTERNATIONAL

**Enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la libéralisation
commerciale des pays du Maghreb et du Proche-Orient**

19 - 20 octobre 2007

Rabat - Maroc

**DU SYNDROME DES CAPITULATIONS
À LA CONQUÊTE DES MARCHÉS EXTÉRIEURS**

**Évolution de la politique commerciale de la Turquie
depuis le XIX^e siècle**

JEL Classification : F 13, N 70, O 24

Deniz AKAGÜL
Maître de Conférence
ÉQUIPPE (Économie quantitative, intégration et
politiques publiques européennes)
Faculté des sciences économiques et sociales
Université de Lille 1
59655 Villeneuve d'Ascq Cedex
tél : +33 320 43 66 20
courriel : deniz.akagul@univ-lille1.f

DU SYNDROME DES CAPITULATIONS
À LA CONQUÊTE DES MARCHÉS EXTÉRIEURS
Évolution de la politique commerciale de la Turquie depuis le XIX^e siècle

Comme la plupart des pays en développement qui ont connu la crise de la dette extérieure de la fin des années 1970, la Turquie n'avait d'autre choix que d'accepter la libéralisation de son commerce extérieur suggérée par le FMI et la Banque mondiale dans le cadre de l'ajustement structurel. Alors que la stratégie de remplacement des importations par les productions nationales suivie depuis presque un demi-siècle prenait fin, les tenants de la libéralisation commerciale voyaient dans cette rupture, au-delà des justifications théoriques, la fin d'une politique erronée induite par des peurs irrationnelles venant de l'histoire. Ainsi, en 1988, dans son plaidoyer pour l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, Turgut Özal, Premier ministre à l'époque, annonçait que les politiques économiques libérales mises en œuvre à partir du début des années 1980 avaient permis de surmonter de ce qu'on pourrait appeler le « syndrome des capitulations » et que les Turcs avaient retrouvé la confiance qu'ils avaient perdue dans la compétition mondiale. Ainsi, sous sa plume, on pouvait lire ; « *Jusqu'à notre arrivée au pouvoir, les politiques économiques successives avaient reposé sur une crainte : celle des capitulations, qui avaient conditionné notre attitude face à toute dette extérieure et à l'investissement étranger. ... Notre parti a renoncé à cette attitude introvertie, craintive et défaitiste. Il a mis fin au contrôle des prix, libéralisé les importations et les cours des changes. L'opinion générale, au moment où ces mesures furent prises, était que les prix augmenteraient indéfiniment et que le flot des paiements à l'étranger rendrait la balance des paiements dangereusement déficitaire. Ces milieux pessimistes attendirent obstinément qu'arrive ce qu'ils redoutaient. Mais cela n'arriva pas. Comprendre les effets d'un cours des changes réaliste et d'un intérêt positif leur a pris du temps. L'équilibre des marchés s'est à peu près établi. Ils ont vu avec surprise que les lois du marché fonctionnaient. Le chef d'entreprise turc a franchi les frontières et pénétré les marchés du Moyen-Orient. ... Nous avons privilégié les exportations en appliquant des cours de change réalistes. ... Une croissance saine de notre économie s'est traduite par une augmentation rapide des exportations. Nous avons ainsi pu obtenir la résorption du goulot d'étranglement qui existait dans le domaine de la balance des paiements depuis l'ère ottomane.* » (Özal 1988) Les références à l'époque ottomane à travers les capitulations et les problèmes d'ajustement de la balance des paiements témoignent à quel point le poids de l'histoire peut peser dans les choix en matière de politique commerciale.

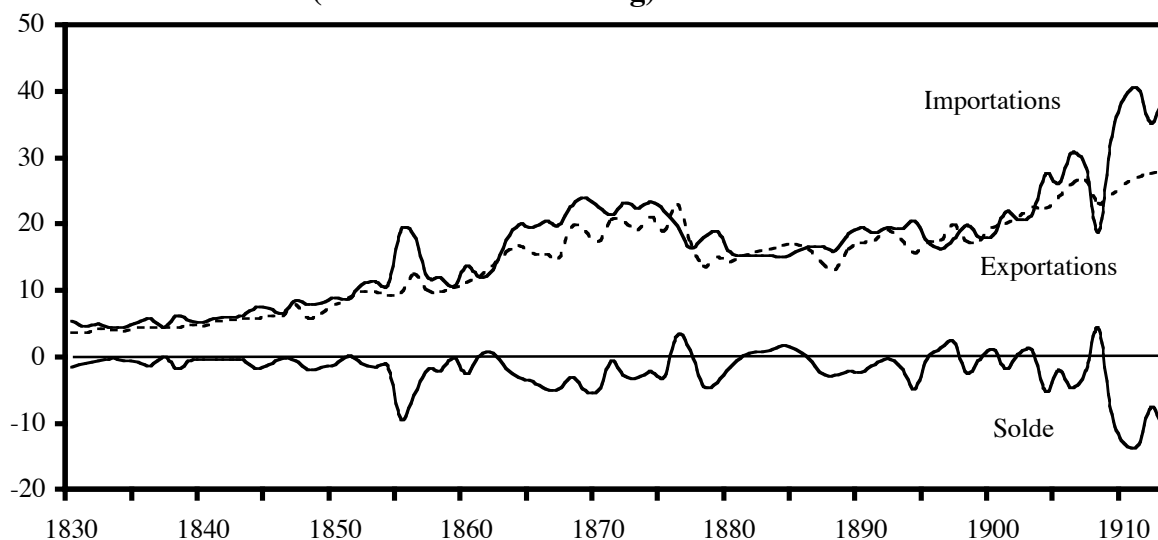
Pour autant les propos tenus par Özal offrent peu de lumières sur les raisons de l'affaiblissement du « syndrome des capitulations » si ce n'est l'aspect volontariste des politiques de libéralisation et encore moins sur les origines du syndrome. Un détour historique permet de comprendre non seulement les origines et les raisons de l'affaiblissement de ce syndrome, mais également la variété des déterminants des politiques commerciales qui conduit à relativiser les parts du passionnel et du rationnel. L'évolution du commerce extérieur de l'Empire ottoman, puis de la Turquie permet d'observer deux tournants majeurs en matière de politique commerciale qui conduisent à s'interroger sur les dynamiques en œuvre. (Section 1) Parmi les dynamiques externes, l'environnement international apparaît comme contrainte, non seulement de nature économique (conjuncture internationale, les conditions de financement etc.), mais aussi de nature géopolitique. (Section 2) Sur le plan des

dynamiques internes, le mémoire collectif (section 3) ainsi les débats académiques (section 4) qui façonnent la perception du lien entre le commerce extérieur et le développement, apparaissent comme les principaux champs d'investigation d'une analyse qui permet de mieux comprendre les ruptures opérées en matière de commerce extérieur.

1- Quelques repères sur les phases d'ouverture et de repli :

Si les premières capitulations accordées par les Ottomans remontent au XV^e siècle, l'apparition du syndrome au début du XX^e siècle trouve ses origines dans l'évolution du commerce extérieur ottoman pendant le XIX^e siècle, plus précisément dans l'évolution qui a suivi la signature du Traité commercial anglo-ottoman de 1838. Depuis cette date, bien qu'on puisse distinguer plusieurs phases dans l'évolution du commerce extérieur de l'Empire ottoman, puis de la Turquie, trois périodes apparaissent du point de vue de l'évolution du taux d'ouverture. Tout d'abord, 1838-1929 caractérisée par l'ouverture croissante de l'économie ottomane ; cette période s'étale du Traité commercial anglo-ottoman jusqu'à 1929 où prenaient fin les dispositions du Traité de Lausanne¹ limitant le pouvoir de la Turquie en matière de douane. (Voir graphiques n° 1 et 2) Ensuite, la période 1930-1980 est marquée par la stratégie de remplacement des importations par les productions nationales et en corollaire par un repli qui se traduit par un taux d'ouverture relativement bas par rapport à la période précédente et à celle qui la suit. Enfin, la période de 1980 jusqu'à nos jours se distingue par l'abandon de la stratégie protectionniste et par une ouverture croissante, tant sur le plan commercial que sur le plan financier. (Voir graphiques n° 2 et 3)

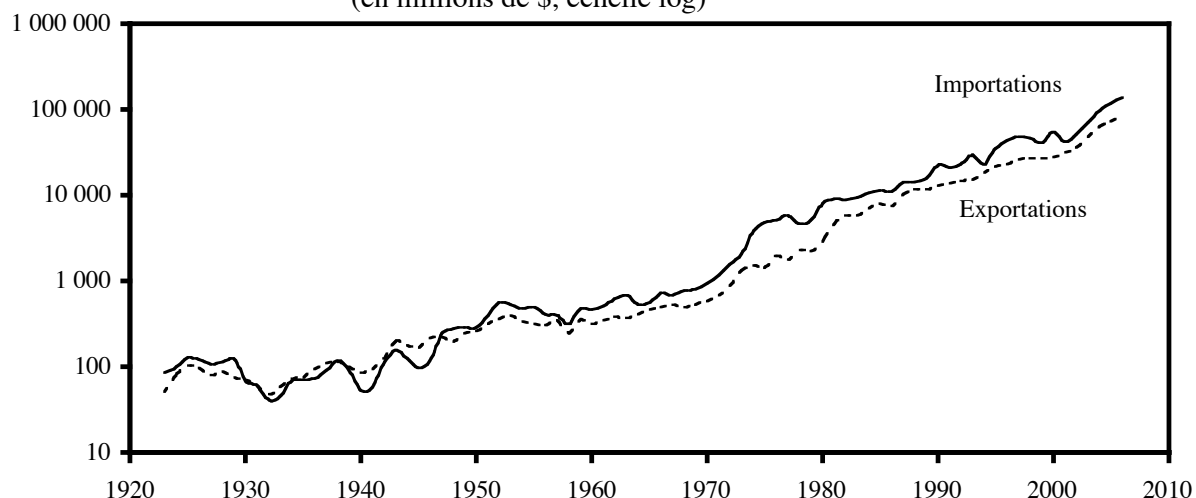
Graphique n°1 : Evolution du commerce extérieur ottoman 1830-1913
(en millions de £ sterling)



Source : Pamuk 1995.

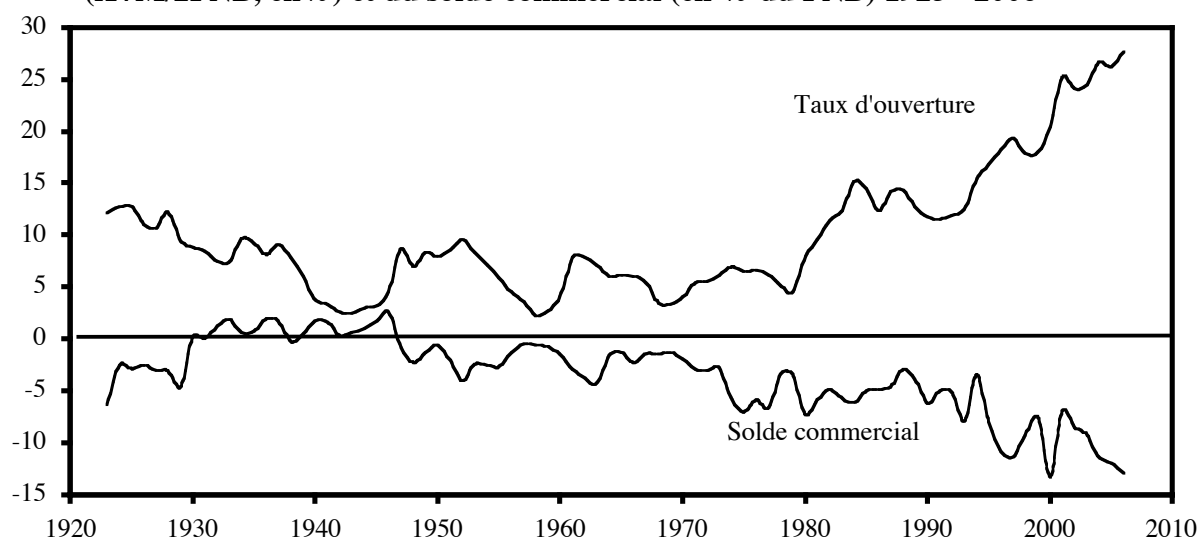
¹ Signé en 1923 ce traité remplaçait le Traité de Sèvres de 1920 entérinant le démembrement de l'Empire ottoman. Ressentie comme un traumatisme par les Turcs le Traité de Sèvres conduira à la guerre de libération livrée par le gouvernement d'Ankara, hostile à celui de l'Empire ottoman. Le Traité de Sèvres qui n'a pas été ratifié par les Parlements restera caduque à la suite du Traité de Lausanne reconnaissant l'indépendance de la Turquie dans ses frontières actuelles.

Graphique n°2 : Évolution du commerce extérieur de la Turquie 1923-2006
(en millions de \$, échelle log)



Source : Institut National des Statistiques.

Graphique n° 3 : Évolution du taux d'ouverture de l'économie turque
($X+M/2PNB$, en %) et du solde commercial (en % du PNB) 1923 - 2006



Source : Institut National des Statistiques.

Concernant la période 1838-1929, bien que les séries statistiques relatives au PNB ne couvrent pas l'ensemble de la période ottomane, certaines évaluations tendent à confirmer l'ouverture de l'économie. À la veille de la Première guerre mondiale, selon les estimations de V. Eldem, le taux d'ouverture s'établissait à 16,8%. (Pamuk 1994) Les travaux plus récents qui ont révisé à la hausse le niveau du PNB ramènent le taux d'ouverture à 12,5% en 1913. (Pamuk 1995) Le taux d'ouverture de la période 1923-29 pendant laquelle la Turquie ne pouvait pas augmenter les droits de douane selon le Traité de Lausanne, qui s'établissait autour de 12%, confirme l'ouverture de l'économie ottomane.

Les modalités d'ajustement des comptes extérieurs décrivent les différentes phases du processus d'ouverture. Si jusqu'au milieu de 1850 le déficit commercial fût financé par les recettes des invisibles, notamment par les impôts prélevés sur l'Égypte, à partir de 1854 ce sont les crédits extérieurs qui le compenseront. Le processus d'endettement aboutira au

moratoire de l'Empire en 1875 et à l'instauration de l'Administration de la dette publique ottomane en 1881. Sous l'effet conjugué de la crise économique mondiale, le déficit commercial tend à se résorber, pendant les années 1880, mais au prix d'une chute en volume des échanges extérieurs. La décennie suivante est marquée par l'expansion rapide des investissements directs étrangers, notamment dans les chemins de fer. Mais à partir de la fin du siècle, la croissance rapide des transferts de bénéfices et des intérêts versés à l'étranger contraint à la résorption du déficit commercial. À la veille de la Première guerre mondiale, on observe à nouveau une dégradation du déficit commercial. À travers les modalités d'ajustement de la balance des paiements apparaissent les trois phases de l'ouverture à l'extérieur ; l'ouverture commerciale à partir de 1838, l'ouverture financière avec le premier endettement extérieur en 1854 et l'ouverture aux investissements directs dans les années 1890. Il convient de souligner au passage que l'expérience de l'Administration de la dette publique ottomane qui contrôlait environ un tiers des recettes du budget ottoman à la veille de la Première guerre mondiale a profondément marqué le mémoire collectif, à tel point qu'il est possible d'évoquer également le « syndrome de l'Administration de la dette publique ». Syndrome qu'on retrouve d'ailleurs dans les propos d'Özal qui se réfère à « la dette extérieure » et à « l'investissement étranger » (voir supra) et qui va contribuer à l'attitude réticente des élites républicaines des années 1930 à l'égard du financement extérieur. (Thobie 1987)

La période de repli qui commence en 1930 peut se subdiviser en deux sous périodes, du point de vue de l'ajustement des comptes extérieurs qui va déterminer les marges de manœuvre en matière de politique commerciale. D'abord, 1930-1946 qui coïncide avec la crise de 29 et la Seconde Guerre mondiale, pendant laquelle le volume des échanges connaît une baisse et le solde commercial est excédentaire à l'exception de 1938. Cet excédent se traduit par une sortie de capitaux destinée au remboursement de la dette publique héritée de l'Empire ottoman et par une accumulation des réserves d'or et de devises, de telle sorte qu'au sortir de la guerre, la position extérieure nette de la Turquie enregistrait un solde positif. (Singer 1977) Mais cette évolution observée dans les conditions exceptionnelles du contexte international caractérisé par la crise, puis par la guerre, prend fin à partir de la seconde moitié des années quarante, qui annonce la deuxième sous période 1947-1980. Cette période se distingue de la précédente par l'apparition du déficit commercial financé par l'endettement extérieur dont l'évolution conditionne celle du commerce extérieur. L'économie turque connaîtra des crises de paiements extérieurs à la fin de chaque décennie débouchant à la mise en œuvre des politiques de stabilisation sous l'égide du FMI, en 1958, 1970 et 1978-1980. C'est la crise de la fin des années soixante-dix qui mettra fin à cette période de repli.

La période 1980 jusqu'à nos jours peut se subdiviser en deux, du point de vue de l'ouverture à l'extérieur ; 1980-89 marquée par l'ouverture commerciale et depuis 1989 cette ouverture étant accompagnée par l'ouverture financière. La période d'ouverture commerciale est caractérisée par la politique de promotion des exportations. Les exportations stimulées par la dépréciation du taux de change réel et par des subsides connaissent une croissance rapide. En même temps, l'élimination des limitations quantitatives se trouve partiellement neutralisée par la dépréciation du taux de change réel. Toutefois, les performances brillantes obtenues sur le front commercial seront remises en cause avec l'ouverture financière engagée à partir du quatrième trimestre 1989. L'appréciation en termes réels de la livre turque qui a suivi l'ouverture financière s'est traduite par la détérioration de la balance commerciale à l'origine des crises récurrentes (1994, 1999 et 2001). (Akagül 1999)

2. Relecture des phases d'ouverture et de repli à la lumière du contexte international :

Le choix du Traité commercial anglo-ottoman de 1838 pour marquer le début d'une période d'ouverture, peut paraître arbitraire, dans la mesure où les capitulations accordées depuis le XV^e siècle par les Ottomans semblent témoigner de l'existence d'un régime commercial libéral. Cependant, deux différences fondamentales distinguent ces deux textes. Tout d'abord, si les capitulations accordaient des avantages aux commerçants européens, elles excluaient le commerce à l'intérieur de l'Empire. Or le Traité de 1838 non seulement limitait le pouvoir discrétionnaire des Ottomans en matière des droits de douane, mais également mettait fin au monopole de l'État dans le domaine du commerce intérieur. Ensuite, il convient de garder présent à l'esprit qu'il s'agit des contextes historiques différents. Comme l'affirme Jacques Thobie, « *les capitulations sont des actes unilatéraux puisque l'une des parties contractantes est seule obligée...* ». Dans ce sens, l'usage du mot ne doit faire illusion, puisque les capitulations « *ne sont pas arrachées de force et qu'elles ont leur source dans la volonté libre du donateur* ». Bien qu'elles finissent par en prendre sens, le terme ne vient pas de capituler, mais du mot latin *caput* qui signifie chapitre. (Bairoch 1999). Il s'agissait d'avantages à durée limitée que les sultans octroyaient aux sujets de certains États amis. En fin de compte, ce sont des « *concessions gracieuses* » selon l'expression de Jacques Thobie (Thobie 1973) ou des « *mesures ayant pour but d'apaiser les Barbares d'Occident* » d'après Dimitri Kitsikis. (Kitsikis 1994) Accordés pour des durées limitées au départ, elles furent reconduites quasi-automatiquement à partir de XVIII^e siècle, pour être abrogées en juillet 1923 avec la signature du Traité de Lausanne. Alors que le Traité commercial anglo-ottoman est signé le 16 août 1838 pour des raisons essentiellement politiques par les Ottomans en position de faiblesse. Il fut la contrepartie du soutien militaire britannique contre le soulèvement de l'Égypte dirigée par Mehmet Ali Pacha. La dimension politique du Traité est davantage manifeste lorsqu'on sait qu'à l'époque, la plupart des pays européens mènent des politiques protectionnistes, y compris l'Angleterre. Il est à noter que l'*Anti-Corn Law League* qui comptait parmi ses membres Richard Cobden n'est fondée à Manchester qu'en septembre 1838, avant que l'Angleterre commence à adopter le libre-échange à partir de 1842. Dans les débats sur l'abolition des *Corn Laws* entre 1838 et 1846, la politique commerciale ottomane fut citée à plusieurs reprises par les protagonistes. J.R. McCulloch, l'un des défenseurs du libre-échange, en défendant le libre-échange dans son Dictionnaire du commerce écrit qu'« *il est assez étrange de constater que, dans le domaine des échanges commerciaux, nous ne pouvons qu'adresser nos louanges au gouvernement turc, qu'il ait agi intentionnellement ou par négligence* ». (Bairoch 1999) Tandis que Benjamin Disraeli (1804-1881) homme politique et écrivain, partisan du protectionnisme citait également le cas ottoman ; « *Il y avait du libre-échange en Turquie, à quoi cela a-t-il servi ? Cela a détruit une des meilleures industries manufacturières du monde. Aussi tard que 1812 ces industries existaient, mais elles ont été détruites.* » (Bairoch, 1997) Même si la capacité de l'industrie ottomane à réaliser les transformations nécessaires pour accroître sa productivité dans l'hypothèse d'un régime protectionniste soit discutable, le fait que Disraeli se réfère au cas ottoman et non pas à d'autres pays européens, de même que les propos de McCulloch tendent à confirmer l'exception libérale ottomane. En effet, à l'exception de l'intermède 1860-1879 pour les autres pays européens, le libre-échange a été plus une exception qu'une règle, pendant le XIX^e siècle. (Bairoch 1999)

Si le libéralisme ottoman fût déterminé par le facteur politique, la stratégie de repli de 1930 résulte de la conjonction de facteurs économiques qui renvoient au contexte international de l'époque. La crise économique de 1929, puis la seconde Guerre mondiale, sont les principaux événements qui ont conditionné l'adoption d'une politique commerciale

protectionniste. Tout d'abord, avec l'effondrement de la demande dans les pays industrialisés, les pays en développement se sont trouvés privés des recettes d'exportation qui leur permettaient de financer leurs importations de produits manufacturés. Dans ce contexte, le développement des productions locales devenait la solution pour satisfaire la demande intérieure. Ensuite, en corollaire à la crise et à la guerre, l'affaiblissement des pressions exercées par les pays développés en faveur du libre-échange a considérablement élargi les marges de manœuvre des pouvoirs publics turcs en matière de politique commerciale.

Mais dès le lendemain de la seconde Guerre, ces pressions réapparaissent. De 1946 jusqu'en 1980, les pressions en faveur d'une spécialisation selon les avantages comparatifs de l'économie turque vont conditionner l'octroi des aides financières. Le plan de développement préparé sous la direction de S. S. Aydemir et de I. H. Tökin, qui s'inscrit en continuité avec l'esprit protectionniste, essuie en 1945 une fin de non-recevoir dans le cadre du Plan Marshall. Selon le nouveau plan préparé sous la direction de K. Vaner qui reçoit l'aval des Américains en 1947, la priorité accordée au développement du secteur agricole, place l'économie turque dans le statut de pays exportateur de produits agroalimentaires et de matières premières et importateur de produits manufacturés. (Walstedt 1980)

Toutefois, cet engagement pris en juillet 1948 avec la signature de l'accord incluant la Turquie dans le cadre du Plan Marshall, ne sera pas tenu, à l'exception de l'intermède libéral de 1950-53 qui s'est traduit par la dégradation rapide du déficit commercial. Pourtant, au début des années soixante les pouvoirs publics auraient pu opter pour l'ouverture commerciale. L'économie turque disposait d'un secteur de biens de consommation courante. Le choix fut en faveur d'une remontée des filières, d'abord dans le secteur de biens de consommation durable, puis dans les secteurs de bien d'équipement. Mais la croissance rapide des importations de biens intermédiaires constituant les inputs des industries locales, conjuguée à la faible croissance des exportations, s'est traduite par la dégradation du déficit commercial qui a aggravé le problème de financement extérieur. Les propos tenus vers la fin des années 1960 par le Premier ministre S. Demirel sont à cet égard révélateurs ; « *Si l'industrie de substitution est contrainte d'importer ses biens intermédiaires, les pénuries de produits domestiques vont remplacer celles des produits étrangers, en raison des pénuries d'inputs importés, à mesure que les besoins vont augmenter. La Turquie se trouve actuellement à ce stade.... C'est pourquoi, la réduction de la dépendance de l'industrie à l'égard de l'extérieur figure parmi les objectifs de la Turquie des années soixante-dix.* » (Ekzen 1984)

Les pénuries dont il est question sont liées au déficit commercial qui n'est pas compensé par les revenus extérieurs, par conséquent nécessitant un financement extérieur. Et, les marges de manœuvre en matière de politique commerciale seront déterminées par l'évolution du besoin de financement extérieur et les pressions en direction d'une politique commerciale libérale apparaîtront avec les crises cycliques décennales qui aboutissent aux accords de confirmation avec le FMI. Pour échapper à ces pressions et poursuivre la politique de remplacement des importations, les pouvoirs publics turcs vont d'une part monnayer leur alliance stratégique dans le camp occidental et, à défaut de cet argument, ils tenteront de diversifier les sources de financement extérieures. Ils n'hésiteront pas, malgré le climat de guerre froide, d'opérer un rapprochement avec l'URSS. La première tentative avortée suite au coup d'État militaire de mai 1960, est opérée par le gouvernement démocrate (droite) de Menderes en avril 1960. C'est sous les gouvernements de Demirel (1965-1971), héritiers des démocrates déchus par le coup d'État de 1960, que cette coopération économique connaîtra son âge d'or. Après avoir cherché en vain l'aide économique occidentale et en dépit des critiques de ses alliés occidentaux, Demirel se tourne vers l'URSS pour réaliser les projets

d'investissements industriels en attente depuis les années cinquante.² La priorité accordée à la stratégie de remplacement des importations semble avoir eu raison des considérations d'ordre idéologique, puisque Demirel, dont l'opposition à l'idéologie communiste ne fait pas de doute, a défendu la coopération turco-soviétique, en disant qu'« *il s'agit de relations entre États. Nous sommes en principe un parti anticommuniste. Or eux [soviétiques] constituent une super puissance. Nous n'avons pas les moyens de changer leur régime. S'ils tentent de changer le nôtre, nous nous opposerons. Instaurer et développer des relations de bon voisinage est une chose, changer de régime en est une autre.* » (Mortan & Çakmaklı 1987)

Mais à la fin des années 1970 le déficit commercial avait pris une telle ampleur que la coopération économique avec l'URSS n'était plus suffisante pour étayer l'insuffisance du financement occidental. Les propos tenus par Demirel, au lendemain des mesures de stabilisation de 10 août 1970 entrées en vigueur avec l'aval du FMI, illustrent le poids de la contrainte extérieure ; « *Dans la Turquie de 1970 nous devons tous ensemble prendre une décision ; Combien de temps encore nous allons continuer à nous endetter ? Les mesures que nous avons prises visent à débarrasser la Turquie de l'endettement extérieur. Comment nous allons nous y prendre ? La seule voie est de multiplier les biens et services qui rapportent des devises ; il n'y a pas une seconde voie. Lorsque nous disons que la Turquie est obligée d'équilibrer son commerce extérieur, nous voulons dire que la Turquie doit exporter autant, sinon plus que ce qu'elle doit importer. Nous pouvons surmonter cet obstacle qui se dresse devant le développement de la Turquie, en augmentant et en diversifiant nos exportations.* » (Mortan & Çakmaklı 1987) Ces propos traduisent non pas une quelconque méfiance vis-à-vis de l'endettement qui remettrait en cause l'indépendance du pays, mais l'épuisement des sources de financement extérieures. Puisque dans les années soixante Demirel défendait les effets stimulants de l'endettement extérieur face aux critiques sur ses inconvénients.³

L'idée de la nécessité d'accroître les exportations qui aboutira au tournant de 1980 apparaît donc au début des années soixante-dix sous l'effet de l'épuisement des possibilités de financement extérieur, même si la poursuite de la stratégie de remplacement des importations domine encore les orientations de la politique commerciale. Les deux chocs pétroliers survenus en 1973 et 1979 porteront le coup de grâce à cette stratégie qui a pu connaître une période de sursis grâce à l'accroissement rapide des envois de fonds des migrants turcs au début des années soixante-dix qui avait desserré la contrainte extérieure. Les accords de confirmation conclus avec le FMI en 1978 et en 1979 seront suspendus en raison des réticences du gouvernement d'Ecevit à réduire le poids du secteur public. Finalement, c'est le gouvernement Demirel qui conclura en 1980 un accord avec le FMI qui recevra l'appui des créanciers internationaux. L'un des points qui distingue les mesures de stabilisation de 24 janvier 1980 conçues par Turgut Özal, directeur de la Planification à l'époque, était la priorité accordée à la promotion des exportations. D'abord l'émergence d'une demande solvable au Moyen-Orient, à proximité de la Turquie, à la suite des deux choc pétroliers, puis l'ouverture des marchés des ex-pays de l'Est, avec les dislocations du bloc de l'Est et de l'URSS, figurent parmi les évolutions importantes du contexte international qui ont contribué à la réussite de la promotion des exportations. Aussi l'objectif de recherche de débouchés extérieurs s'est-il

² Le document signé le 17 avril 1967, lors de la visite de Kossyguine en Turquie envisageait le financement d'un volume d'investissements de l'ordre de 4 milliards de dollars qui ont contribué à maintenir la stratégie de remplacement des importations, en créant une dizaine de pôles de développement industriel.

³ Il avait dit « *Borç yigidin kamçısıdır* » dont la traduction intégrale donne « *la dette est le fouet du héros* » où le fouet est utilisé dans le sens de stimulant.

substitué à celui de recherche d'aides financières, comme en témoignent les propos tenus dans ses lettres adressées aux ministres des Affaires étrangères européens, par Turgut Özal alors Président de la République, au lendemain de la Guerre du Golfe en 1990, à propos de la compensation des pertes subies par la Turquie ; « *La Turquie souhaite plus de commerce. ... La Turquie risque de perdre le commerce avec l'Irak pendant longtemps. Aussi l'Occident devrait-il remplacer l'Irak dans le commerce extérieur de la Turquie.* »⁴

Apparemment les tournants de 1930 et de 1980 sont tous les deux liés à la faible croissance des recettes d'exportations qui pose le problème de financement des importations. Mais les causes de cette faiblesse sont différentes. Si la faible croissance des exportations dans les années vingt trouve ses origines dans la faiblesse de la demande extérieure, celle observée à partir des années soixante se situe en revanche du côté de la compétitivité de l'offre nationale. Cette différence apparaît d'ailleurs dans le discours qui va évoluer du protectionnisme éducatif des industries naissantes vers les vertus éducatrices de l'ouverture à l'extérieur des industries trop longtemps protégées. Toutefois, c'est la contrainte de financement extérieur du déficit commercial qui joue le rôle déterminant dans le tournant de 1980. Dans ce sens, s'il est question de l'affaiblissement du « syndrome des capitulations », celui-ci intervient bien avant 1980 et remonte au lendemain de la Seconde guerre mondiale, où la Turquie commence à recourir de nouveau au financement extérieur que les élites républicaines des années trente cherchaient justement à éviter.

3. Évolution du débat sur la politique commerciale : du protectionnisme éducatif aux vertus éducatrices de l'ouverture

La compréhension du « syndrome des capitulations » évoqué par Özal, passe par un détour historique qui permet de saisir les facteurs ayant façonné l'état d'esprit des années 1920 qui est à l'origine du repli des années trente. Le traumatisme de l'expérience ottomane ainsi que l'intransigeance des puissances européennes ont certainement influencé l'attitude des élites républicaines. En effet, les puissances européennes avaient livré une résistance accompagnée de menaces, lors des négociations du Traité de Lausanne (1923), pour préserver les avantages commerciaux concédés par les capitulations et le Traité de 1838. Dans ses mémoires Ismet İnönü, chef de la Délégation turque, rapporte que le représentant britannique, Lord Curzon lui aurait dit : « *Nous négocions. Depuis des mois vous ne concédez rien de ce que nous désirons. ... Mais nous mettons dans notre poche tous ce que vous nous refusez. ... Votre pays est en ruine. Demain vous allez venir nous demander de l'aide pour la reconstruction. Dès lors, je vais sortir tous ce que j'ai mis dans ma poche.* »⁵ Quarante ans plus tard, à la veille de la signature de l'Accord d'Ankara (1963), on retrouve dans l'attitude réticente d'Ismet İnönü, alors Premier ministre, la même crainte. Dans le débat des experts entre les tenants de l'intégration à l'Europe et les opposants qui avançaient l'argument des industries naissantes, Ismet İnönü n'a tranché en faveur des premiers qu'après avoir pris l'assurance que la Turquie pouvait se désengager de ses obligations, si elle ne pouvait les

⁴ Cf. *New Spot*, 27 septembre 1990, Ankara.

⁵ Conférence d'Ismet İnönü du 15 novembre 1960 à la Faculté d'Histoire et de Géographie, cité par S.S. Aydemir (1965), tome 3, p. 115.

remplir.⁶ Aussi, peut-on évoquer, à l'instar du « syndrome de Sèvres »⁷ observé sur le plan politique qui consiste à voir dans la diplomatie des puissances occidentales la volonté de désintégrer la Turquie comme l'Empire ottoman, le « syndrome des capitulations » sur le plan économique qui traduit la volonté de ces mêmes puissances à établir leur domination économique. Bien que ce syndrome tende à s'affaiblir, il revient dans les débats sur l'intégration de l'économie turque à l'Union européenne (UE). Le slogan des partis d'extrême gauche et d'extrême droite « *Eux (les Européens) sont les associés et nous sommes le marché* » qui joue sur le double sens du mot turc « *ortak* » qui veut dire à la fois commun et associé, renvoie à l'image de l'Europe impérialiste dans le mémoire collectif.

Mais au-delà de ce syndrome, dans les débats qui ont abouti au repli des 1930 qui influencera par la suite les choix opérés jusqu'au début des années quatre-vingt, figurent les arguments avancés dans les débats académiques. Dès le début, les élites républicaines étaient convaincues par la nécessité de modifier la spécialisation de l'économie turque dans la division internationale du travail. Ainsi Fethi Bey, ministre de l'Économie, déclarait en 1921 : « *Ce dont nous avons le plus besoin, ce sont des usines, encore des usines. ... La Turquie travaille et produit, mais ce sont les autres qui en profitent. ... Nous vendons pour rien à l'étranger les matières premières obtenues à la sueur de notre front. Ensuite les étrangers nous les revendent en les transformant. ... Nous vendons de la laine pour quarante piastres et nous achetons la même laine sous forme de tissu à mille deux cents piastres.* » (Tezel 1982) Dans les années trente, certaines opinions vont jusqu'à s'inscrire dans le cadre d'un schéma centre-périphérie, évoquant l'échange inégal, comme en témoignent les propos tenus par Recep Peker, Président du Parti Républicain du Peuple, au lendemain de la crise de 29 ; « *Dans les pays industrialisés, les individus gâtés qui constituent ce que nous appelons la classe ouvrière, connaissent un niveau de bien être que le paysan turc n'aurait même pas imaginé. Les millions d'affamés qui remplissent actuellement les rues dans les pays industrialisés étaient les ouvriers des pays qui achetaient les produits primaires des pays sous-développés pour une bouchée de pain et qui les revendaient beaucoup plus chers à ces mêmes pays après les avoir transformés avec des machines. La Turquie des réformes quitte le statut de pays qui vend les produits primaires à des prix dérisoires et qui achète les produits transformés dont le prix est multiplié par cent. Elle devient un pays qui produit les produits manufacturés dont elle a besoin. Cette évolution réduit tout d'abord le gain des individus opportunistes de l'Occident. D'un autre côté elle montre la voie aux autres pays que cela est possible. Il n'y a pas de différence entre l'entrée des produits manufacturés étrangers sur le marché national et l'entrée d'un régiment ennemi sur le sol de la nation.* » (Boratav, 1982) On retrouve ici la thèse de l'échange inégal de Samir Amin, selon laquelle les classes ouvrières des pays du centre participent à l'exploitation des travailleurs de la périphérie. Dans la suite de ses propos, Recep Peker suggère d'adopter l'autarcie ; « *La Turquie est en voie de devenir un pays industrialisé qui produira ce dont elle a besoin avec ses entrepreneurs et ses ouvriers. Cette nouvelle tendance nous oriente vers le statut d'une nation autosuffisante. Une nation avancée n'est pas uniquement une nation qui a assuré son unité politique et culturelle,*

⁶ Lors de la réunion des experts I. İnönü aurait dit : « *Je vous demande à tous. Si nous serons incapables de remplir ces conditions, aurai-je les mains liées ? Serai-je dans une situation que je ne pourrai me défaire ?* » Les experts auraient répondu « *On peut arrêter le processus quand on veut.* » À la suite de cette assurance, il aurait pris la décision en disant : « *Si c'est comme cela, j'accepte.* » cité par M. A. Birand 1978, pp. 157-158.

⁷ En allusion au Traité de Sèvres. Voir supra note 1.

mais aussi son unité économique. La Turquie remplit les conditions d'être un pays autarcique qui constitue le témoignage de cet état idéal. » (Boratav, 1982)

Mais cette position radicale défendue par Recep Peker ne sera pas partagée. Celal Bayar, ministre des Finances de l'époque et futur Président de la république (1950-1960) dira ; « *Nous ne sommes pas partisans de l'autarcie. Nous nous efforçons d'éviter les défauts de l'autarcie comme le gaspillage, sans tomber dans l'excès du libéralisme.* » (Boratav, 1982) Il rejette l'argument des gains de l'échange qui découleraient d'une spécialisation de l'économie turque selon ses avantages comparatifs et attire l'attention sur les possibilités d'une situation optimale à long terme. « *Si nous renonçons à fonder telle ou telle industrie sous prétexte que nous pouvons importer ces biens moins chers, cela veut dire que nous admettons l'esprit colonialiste.* » L'idée des industries naissantes de List apparaît dans la suite de ses propos ; « *En face de nous, nous avons des nations qui se sont consacrées à cette tâche [à l'industrialisation] depuis le début du XIX^e siècle. Notre industrie est comme un enfant qui vient de naître hier. Et vous voulez la faire courir avec un athlète de vingt ans.* » (Boratav, 1982)

Toutefois, si l'industrie naissante a besoin de protection, on prend soin de souligner que celle-ci sera limitée dans le temps, comme en témoignent les propos tenus par le Premier ministre, Ismet İnönü ; « *Il est normal que nous produisions plus chers que les pays qui ont de grands marchés depuis des siècles. Essayer de concurrencer ces pays sur le marché intérieur équivaudrait l'abandon de la politique d'industrialisation.... La production à des prix élevés nécessite le sacrifice du consommateur. Mais ce sacrifice n'est ni sans limites ni pour toujours. Ce sacrifice est une mesure provisoire destinée à adapter l'industrie.* » (Boratav, 1982) Ainsi, les choix opérés dans les années trente s'inscrivent dans le schéma du protectionnisme éducateur de F. List.

Le caractère provisoire de la protection des industries naissantes reviendra à l'ordre du jour environ quarante ans plus tard, lors des débats parlementaires en 1971 sur le Protocole additionnel, déterminant le calendrier de l'union douanière avec l'UE. Face aux critiques arguant que l'industrie turque rencontrerait des problèmes pour affronter la concurrence des entreprises européennes, Orhan Oguz, député du Parti de la justice au pouvoir défendait le Protocole additionnel de la façon suivante ; « *Certains collègues soutiennent que l'industrie nationale enregistrant des pertes sera obligée de mettre la clé sous la porte. ... Aujourd'hui je peux vous montrer des firmes qui existent depuis quarante ans et qui derrière les barrières douanières, produisent et vendent des biens de mauvaise qualité à des prix élevés.... Ce n'est pas une industrie nationale. Si une industrie n'arrive pas en 30 ans, 40 ans, à se préparer face à la concurrence étrangère, si elle n'arrive pas à améliorer la qualité, à baisser ses coûts, elle ne peut être considérée comme une industrie nationale.* » (Çayhan, 1997) On observe ainsi l'idée d'une ouverture commerciale faire son chemin avec le développement des relations avec la CEE. Cette ouverture devrait conduire à mettre de l'ordre dans les secteurs protégés depuis trop longtemps. Selon Ziya Müezzinoğlu, délégué permanent auprès de la CEE en 1968 qui deviendra ministre des Finances du gouvernement d'Ecevit à la fin des années soixante-dix, « *La phase transitoire engendre des avantages, mais également des obligations. ... Les craintes de l'effondrement de l'industrie turque ne sont pas entièrement fondées. Pour autant, cela ne veut pas dire que les industries érigées dans un contexte inflationniste et qui restent péniblement debout grâce à la protection vont continuer à fonctionner de la même façon.* » (Birand 1978) Pour ainsi dire, l'argument du protectionnisme

éducateur cède progressivement la place à celui des vertus éducatrices de l'ouverture face aux abus d'une industrie fortement protégée.

Bien que les effets bénéfiques d'une concurrence accrue dans le cadre de l'union douanière qui devrait s'achever en 1995 soient avancés dans l'argumentation par les tenants du Protocole additionnel, il s'agit surtout de réaliser l'intégration à l'économie mondiale et d'éviter la marginalisation de l'économie turque du mouvement de régionalisation. L'idée figure dans les propos de Orhan Oguz tenus lors des débats parlementaires sur le Protocole additionnel en 1971 ; « *La Turquie a suivi depuis plusieurs années une politique économique introvertie. Aujourd'hui la poursuite d'une politique de cette nature est impossible. ... Si la Turquie veut s'organiser dans le cadre d'un grand marché, si elle ne veut pas rester en dehors des blocs [commerciaux] ... Il va de soi qu'il y a obligation de modifier les repères.* » (Çayhan, 1997) Il n'est plus tellement question de discuter de la capacité de l'industrie turque à affronter la concurrence étrangère, mais de bénéficier des économies d'échelle et de profiter de la croissance européenne. Dans le même discours apparaissent les grandes lignes d'une stratégie de croissance tirée par les exportations ; « *Les firmes turques sont dimensionnées selon la demande du marché turc. La capacité d'absorption de la Turquie est limitée. Or lorsque les firmes s'organiseront selon la dimension d'un grand marché, elles seront amenées à produire à grande échelle. Une production à grande échelle influencera évidemment le niveau de l'emploi. La hausse de ce dernier contribuera à la croissance du Produit national brut. Le PNB par habitant va augmenter. La hausse du revenu influencera naturellement l'épargne. En corollaire à la hausse de l'épargne, l'investissement connaîtra une augmentation et l'économie va s'engager dans une dynamique de croissance* ». (Çayhan, 1997) Ainsi, la controverse intégration à l'économie mondiale/repli sur soi se substitue progressivement à la controverse libre-échange/protectionnisme.

Ce glissement du débat annonce dès le début des années 1970 le tournant de 1980. À l'exception des partis d'extrême gauche et d'extrême droite, les critiques à l'encontre de l'intégration européenne concerneront non pas l'ouverture progressive du marché turc aux produits européens qui menacerait l'industrie turque, mais l'asymétrie des concessions. Selon ces critiques, si l'élimination des droits de douanes pour les produits industriels turcs dès le début du Protocole additionnel semble être une concession européenne importante, les produits textiles étant exclus, la Turquie aurait perdu un moyen important d'accroître ses exportations. Une autre critique formulée lors des négociations du Protocole additionnel a concerné l'érosion des concessions agricoles accordées à la Turquie à la suite des accords conclus avec d'autres pays méditerranéens. Ou encore, lors des débats sur la signature de l'accord d'union douanière en 1995, les critiques ont mis l'accent sur le fait que la Turquie soit le seul pays à conclure un tel accord sans devenir membre à part entière ou du moins sans en avoir les garanties d'une adhésion à part entière. Tout d'abord, parce que l'accord contraint la Turquie à suivre la politique commerciale de l'Union européenne à l'élaboration de laquelle elle ne participe pas. Ensuite, parce que la Turquie n'étant pas membre, elle ne peut bénéficier des transferts budgétaires qui s'élèvent dans le cas des pays méditerranéens devenus membres de l'union à environ 5% de leur PIB.

L'un des aspects surprenants du processus d'intégration à l'Europe est son décalage avec l'ouverture de 1980. Le processus est engagé dans les années soixante où les pouvoirs publics avaient décidé de poursuivre la politique de remplacement des importations avec en perspective une remontée des filières dans les biens de consommation durable, puis dans les biens intermédiaires et les biens d'équipement. Or, même si la Turquie n'avait pas

d'obligations commerciales durant la phase préparatoire (1965-1972), elle devait entamer l'abaissement de ses tarifs douaniers avec la phase transitoire (1973-1985), pour aboutir au terme de la phase définitive (1986-1995) à l'union douanière. Cette contradiction apparaîtra dès 1974, un an après l'entrée en vigueur du Protocole additionnel, lorsque le gouvernement d'Ecevit demandera la révision du Protocole. Le décalage d'une vingtaine d'années environ entre le début du processus d'intégration à l'Europe et l'ouverture de l'économie turque dans les années quatre-vingt, réside dans l'interférence de nombreux facteurs autres qu'économiques à l'origine de l'initiative turque. Du point de vue stratégique, dans le contexte des années soixante elle traduit la volonté de participer à une communauté qui appartient à l'Ouest et la crainte de rester en dehors d'un bloc avec lequel la Grèce avait entrepris des négociations pour une association. Du point de vue culturelle, l'initiative turque s'inscrivait dans le processus d'occidentalisation qui garde encore son actualité.

Dans leur dimension commerciale, les relations avec l'Union européenne depuis le tournant de 1980 s'inscrivent plutôt dans le cadre de la stratégie face au mouvement de régionalisation du commerce international. Les initiatives turques au début des années quatre-vingt-dix, comme l'instauration d'une zone de coopération économique autour de la mer Noire, les ouvertures vers les républiques turcophones de la CEI et la Russie traduisent en partie la crainte d'une marginalisation face à l'attitude réticente de l'Union européenne vis-à-vis de la candidature turque déposée en décembre 1987. Dans une allocution sur les priorités de la Turquie, Turgut Özal déclarait au début des années quatre-vingt-dix : « *Au point où nous sommes, nous ne devons pas perdre de vue d'autres alternatives. La Turquie ne peut pas mettre toutes ses possibilités dans le même panier. Je ne le dis pas pour défier la CE ou l'Europe. Ce n'est pas du tout cela. Mais nous devons prendre en considération toutes les alternatives.* »⁸ À côté de leur aspect défensif face au risque d'une marginalisation par l'Union européenne, ces initiatives visent à créer plutôt une certaine complémentarité avec les relations turco-européennes. (Akagül 1996, 1998) Ces observations confirment la priorité accordée à la recherche de débouchés extérieurs en matière de politique commerciale en vigueur avec le tournant de 1980.

4. Origines académiques du débat sur la politique commerciale : le libéralisme d'Ohannes Pacha et de Cavit Bey contre le protectionnisme d'Ahmet Mithat Efendi et de Musa Bey

Parmi les déterminants des choix effectués en matière de politique commerciale figurent également les références théoriques qui apparaissent dans les débats entre l'ouverture et le repli. Et contrairement à l'opinion largement répandue, selon laquelle les décideurs ottomans, puis les élites républicaines des années 1930 ignorerait l'enseignement de l'économie, il existe une littérature économique qui a certainement influencé leur choix. Un bref aperçu historique des origines de cette littérature qui est loin d'être exhaustif dément ce préjugé.⁹ Les auteurs ottomans connaissaient la pensée des économistes classiques comme

⁸ T. Özal, *Türkiye'nin stratejik öncelikleri (Les priorités stratégiques de la Turquie)*, allocution du 5 novembre 1991 (ronéo), Ankara, pp. 17-18.

⁹ Ici précisons que nous livrons une étude limitée de cette littérature, dans la mesure où nous reprints les analyses effectuées par les historiens de la pensée économique, sans remonter aux textes d'origine.

Adam Smith, David Ricardo ou de l'école historique allemande comme Friedrich List. Le fait que l'Économie Politique (*Ekonomi Politik*) d'Ahmet Mithat Efendi est d'abord publié sous forme d'articles dans le journal *Tercümanı Hakikat* avant d'être édité en 1880 en format livre, prouve l'intérêt du public.

Quatre ouvrages sont publiés entre 1880 et 1900. Parmi les auteurs, Ohannes Pacha et Cavit Bey défendent la thèse de libre-échange tandis que Ahmet Mithat Efendi et Musa Bey se positionnent en faveur du protectionnisme éducateur. Du point de vue chronologique on peut situer d'une part les ouvrages d'Ahmet Mithat Efendi et d'Ohannes Pacha parus respectivement en 1880 et 1881 et d'autre part, ceux de Musa Bey et de Cavit Bey parus en 1898 et 1899-1901. En résumé les auteurs libéraux mettent l'accent sur la démonstration ricardienne des gains de l'échange découlant d'une spécialisation selon les avantages comparatifs, alors que les auteurs protectionnistes soulignent le caractère normatif de la démonstration ricardienne et prennent à leur compte l'argument des industries naissantes de F. List.

Dans son ouvrage publié en 1881 et intitulé *Introduction à la Science de la Richesse des Nations (Mebadi-i Ilm-i Servet-i Milet)*, pour contester l'argument protectionniste dans le cas d'un pays en retard, Ohannes Pacha cite « *l'état de sous-développement industriel en Espagne et au Portugal qui ont pourtant suivi des politiques protectionnistes et qui disposent davantage de ressources naturelles... Ce qu'il convient de ne pas oublier* » écrit-il « *quel que soit le retard d'un pays en matières d'industrie et de richesse, son véritable intérêt est de s'efforcer de produire ce qu'il peut produire le moins cher. Lorsque les biens dont il a besoin sont importés bon marché, le pays gagne la différence de prix entre le produit local et le produit importé.* » Rappelons au passage que cet ouvrage a servi de manuel à la Faculté des Sciences Politiques et à l'École militaire, où Ohannes Pacha enseignait. Quant à Cavit Bey, auteur de *la Science économique (Ilm-i Iktisad)* publié en 1899-1901 en quatre volumes, il s'est inspiré des auteurs comme Beauregard et Leroy-Beaulieu. (Georgeon 1996) D'après lui « *On ne peut admettre l'idée de List selon laquelle une nation serait à la fois agriculteur, industriel et commerçant. La diversité de la production n'est pas nécessaire dans un pays. Il serait plus utile de diversifier les besoins que de diversifier les industries. Si le développement économique peut se réaliser grâce au progrès d'un seul secteur d'activité, il est préférable de ne pas réaliser d'autres activités.* » (Çavdar 1982) À côté de ses travaux académiques Cavit Bey a été aussi homme d'action, puisqu'il a été ministre des finances à plusieurs reprises après la révolution jeune turque, entre 1910 et 1918.

Face à ces deux auteurs libéraux, on trouve les tenants du protectionnisme, Ahmet Mithat Efendi et Musa Bey. Dans *l'Économie politique (Ekonomi politik)* publié juste un an avant l'ouvrage d'Ohannes Pacha, Ahmet Mithat Efendi souligne la diversité des réflexions sur le régime commercial selon les pays et refuse d'appliquer à l'Empire ottoman les thèses avancées par les auteurs des pays industrialisés ; « *Si les auteurs des pays ayant atteint un certain niveau de développement qui ont prôné des idées dans le sens de ne pas introduire des limitations au commerce, semblent avoir raison dans le contexte de leur pays, les auteurs des pays en retard comme l'Italie, qui ont au contraire envisagé des mesures limitant le commerce extérieur afin de ne pas anéantir la richesse nationale et des mesures incitatives pour stimuler l'industrie locale, ont également raison.* » Pour étayer sa critique concernant l'aspect normatif de la thèse libre-échangiste, il se réfère à l'histoire des faits économiques ; « *L'histoire nous montre comment les grands réformateurs comme Pierre le Grand [de Russie] et Mehmet Ali [d'Égypte] ont agi dans ce domaine.* » Le deuxième auteur

protectionniste, Musa Bey se livre à une critique détaillée de la démonstration ricardienne des gains de l'échange. Dans son ouvrage intitulé *Économie ou Science de la Richesse, Libre échange et Méthode de protectionnisme (Iktisat yahut Ilm-i Servet, Azadegi Ticaret ve Usul-ü Himaye)*, paru en 1898, Musa Bey reprend l'exemple célèbre du commerce entre le Portugal et l'Angleterre de Ricardo. En premier lieu, selon lui « *il est faux de concevoir le monde comme un marché unique et de croire que les individus agissent selon leurs seuls intérêts économiques. Car, dit-il, au-delà des intérêts économiques existeraient des valeurs morales qui font appel aux sentiments religieux, patriotiques etc. qui relèguent au second plan, les intérêts économiques immédiats* ». En deuxième lieu, il critique l'argument des vertus pacificatrices de l'interdépendance économique, puisqu'« *il est faux de croire que le libre-échange empêche les guerres ; l'exemple le plus vivant étant celui de l'Angleterre qui livre des guerres à chaque coin du monde.* » En troisième lieu « *même si le prix du bien de l'industrie protégée est élevé au départ, la concurrence interne tendrait à le réduire* ». Enfin, en quatrième lieu, il rejette l'argument libéral selon lequel la protection de l'industrie en détournant le capital des secteurs plus productifs, éloignerait l'économie d'une allocation optimale des ressources, puisque l'hypothèse de la mobilité sectorielle parfaite du capital est, selon lui contestable. (Çavdar 1982)

Pour terminer avec la littérature économique, deux auteurs qui ne sont pas des économistes de métier, mais qui ont marqué leur époque, méritent d'être cités. Tout d'abord, Namık Kemal, connu par ses écrits nationalistes, mais qui défend le libre-échange. Son attitude paradoxale trouve son origine dans sa recherche de l'extension des libertés individuelles dans le domaine politique qui passe inéluctablement par la réduction du poids de l'État, l'idée qu'il étend dans le domaine économique. Le deuxième auteur influent, Ziya Gökalp, dans les *Principes du turquisme* publiés en 1923, écrit: « *L'idéal économique des Turcs est de doter le pays d'une grande industrie. Si certains prétendent que notre pays est un pays agricole et que par conséquent nous ne devrions pas nous occuper avec la grande industrie, ce n'est pas vrai. John Ray en Amérique et Friedrich List en Allemagne ont prouvé que l'école fondée en Angleterre par les Manchesteriens [sic] n'était pas une science universelle et internationale, mais simplement un système d'économie nationale particulier à l'Angleterre. (...) L'acceptation du principe de la porte ouverte par les pays qui n'ont pas encore leur industrie se traduirait par leur esclavage économique au profit des pays industrialisés comme l'Angleterre.* » (Tezel 1982) Ce qui est écrit par Ziya Gökalp la première année de la république figure dans les propos tenus par les responsables politiques des années trente.

Ce bref aperçu de la littérature économique qui est loin d'être exhaustif prouve que les décideurs ne manquaient pas de références théoriques et que le repli des années trente n'est pas seulement lié au « syndrome des capitulations ». Par exemple, on peut légitimement penser que les élites républicaines des 1930 connaissaient les idées d'Ohannes Pacha et de Musa Bey qui a enseigné jusqu'en 1910 à l'École militaire. Aussi, faut-il se garder de penser que le tournant des années 1930 soit exclusivement le fruit d'une réaction émotionnelle dépourvue de tout schéma explicatif rationnel.

Conclusion :

Le « syndrome des capitulations » évoqué par Özal, trouve ses origines dans l'évolution du commerce extérieur qui a suivi le Traité commercial anglo-ottoman de 1838 et

qui a abouti au choix de repli des années trente resté en vigueur jusqu'à la fin des années 1970. Si son apparition ainsi que son affaiblissement ont sans doute influencé les choix opérés en matière de politique commerciale, il serait excessif de lui attribuer l'exclusivité en tant que facteur explicatif, tant les déterminants sont nombreux et entremêlés. Les tournants sont opérés dans des contextes internationaux différents, en fonction des structures productives héritées de la période précédente qui conditionnent la place de l'économie turque dans la division internationale du travail. Dans le contexte de crise des années 1930, la possibilité de poursuivre la croissance avec une spécialisation dans les produits primaires étant limitée, le remplacement des importations devenait un choix logique. Mais, cette option logique à l'époque, a atteint ses limites avec le temps. Le glissement du discours du protectionnisme éducateur vers les vertus éducatrices de l'ouverture traduit les difficultés à contenir la dégradation du déficit commercial liée en particulier à l'incapacité de l'industrie protégée à accroître les recettes d'exportation. Il s'agit là d'une évolution bien connue dans le cas de la plupart des PVD qui ont suivi la même voie que la Turquie. Pour autant, il convient de se garder d'interpréter le tournant de 1980 comme un retour à la « vérité », après une période d'erreur entamée dans les années 1930, sous l'influence du « syndrome des capitulations ». Car comme on ne peut pas se baigner deux fois dans la même eau de la rivière, l'ouverture de 1980 ne se résume pas à un choix théorique entre le libre-échange et le protectionnisme qu'auraient pu faire les élites républicaines des années 1930. Si le choix de l'ouverture de 1980 traduit la réaction à l'incapacité de la stratégie de remplacement des importations à accroître les exportations, force est de constater également que les structures productives héritées de la période précédente ont largement influencé les performances obtenues dès les premières années sur le front des exportations. Dans un certain sens, le choix de l'ouverture de 1980 s'inscrit en continuité avec le tournant protectionniste des années trente, compte tenu des influences réciproques entre les choix de politique commerciale et les structures productives, que l'approche historique permet de mieux cerner.

Bibliographie :

- Deniz AKAGÜL (2000), « La Turquie et l'économie européenne : vers l'intégration ou la coopération ? », L'Harmattan, Paris, pp. 79-99.
- Deniz AKAGÜL (1999), « La libéralisation financière et la stabilité macroéconomique dans l'expérience d'ajustement structurel en Turquie », in A. Cartapanis, *L'Euro et la Méditerranée*, Éditions de l'Aube, Paris, pp. 103-116.
- Deniz AKAGÜL (1998), « Les orientations du commerce extérieur turc dans les nouveaux contextes politiques et économiques internationaux », in *La Turquie entre trois mondes*, Varia Turcica XXXII, L'Harmattan, Paris, pp. 331-350.
- Deniz AKAGÜL (1996), « La diversification des relations économiques extérieures de la Turquie dans le nouveau contexte international », in *Enjeux et rapports de force en Turquie et Méditerranée orientale*, Varia Turcica XXVIII, L'Harmattan, Paris, pp. 163-178.
- Dogan AVCIOGLU (1969), *Türkiye'nin düzeni (Le système de la Turquie)*, Bilgi yayınevi, Ankara.
- Sevket Süreyya AYDEMİR (1965), *Tek adam (L'homme unique)*, 3 tomes, Remzi Kitabevi, Istanbul.

- Paul BAIROCH (1997), *Victoires et déboires, Histoire économique et sociale du monde du XVIe siècle à nos jours*, trois tomes, Gallimard, Paris.
- Paul BAIROCH (1999), *Mythes et paradoxes de l'histoire économique*, La Découverte, Paris.
- Cem BEHAR (1996), *The Population of the Ottoman Empire and Turkey 1500-1927*, State Institute of Statistics, Historical Statistics Series Volume 2, Ankara.
- Mehmet Ali BIRAND (1978), *Bir pazar hikayesi, Türkiye-AET ilişkileri (Une histoire de marché, les relations Turquie-CEE)*, Milliyet yayınları, İstanbul.
- Korkut BORATAV (1982), *Türkiye'de devletçilik (L'étatisme en Turquie)*, Savas yayınları, Ankara.
- Tevfik ÇAVDAR (1982), *Türkiye'de liberalizmin dogusu (La naissance du libéralisme en Turquie)*, Uygarlık yayınları, İstanbul.
- Esra ÇAYHAN (1997), *Türkiye Avrupa Birliği ilişkileri ve siyasal partilerin konuya bakışı (Les relations entre la Turquie et l'Union Européenne et le regard des partis politiques)*, Boyut Kitapları, İstanbul.
- Nazif EKZEN et alii. (1984) *Türkiye'de ve dünyada yaşanan ekonomik bunalım (La crise économique en Turquie et dans le monde)*, Yurt Yayınevi, Ankara.
- François GEORGEON (1996), « Un manifeste du libéralisme économique dans l'Empire ottoman au tournant du siècle », in J. THOBIE, R. PEREZ et S. KANÇAL (éd.), *Enjeux et rapports de force en Turquie et en méditerranée orientale*, L'HARMATTAN, Paris.
- Afet INAN (1976), *Aperçu général sur l'histoire économique de l'empire turc-ottoman*, 2^e édition, Publications de la Société d'Histoire Turque, série VIII – n° 6a, Ankara.
- Afet INAN (1982), *Izmir İktisat Kongresi 17 subat – 4 mart 1923 (Le Congrès économique d'Izmir 17 février – 4 mars 1923)*, Türk Tarih Kurumu Yayınları, série XVI n° 46.
- Haydar KAZGAN (1991), *Galata Bankerleri (Les banquiers de Galata)*, Türk ekonomi Bankası yayınları, İstanbul.
- Haydar KAZGAN (1995), *Osmanlıda Avrupa finans kapitali (Le capital financier européen chez les ottomans)*, Yapı ve kredi yayınları, İstanbul.
- Emine KIRAY (1993), *Osmanlı'da Ekonomik Yapı ve Dis Borçlar (La structure économique chez les ottomans et la dette extérieure)*, İletişim Yayınları, İstanbul.
- Dimitri KITSIKIS (1994), *L'Empire ottoman*, PUF Que sais-je ?, n° 2222, Paris.
- Bilsay KURUÇ (1988), *Belgelerle Türkiye iktisat politikası, 1929-1932 (L'histoire de la politique économique en Turquie à travers les documents, 1929-1932)*, Ankara üniversitesi Siyasal Bilgiler Fakültesi Yayınları n° 569, Ankara.
- Mübahat S. KÜTÜKOĞLU (1974), *Osmanlı İngiliz iktisadi münasebetleri (1580-1838) (Les relations économiques anglo-ottomanes, 1580-1838)*, Türk Kültürünü Araştırma Enstitüsü, Ankara.
- Friedrich LIST (1846), *Système national d'économie politique*, Gallimard (1998), Paris.
- Angus MADDISON (1989), *L'Économie mondiale au 20^e siècle*, OCDE, Études du Centre de Développement, Paris.

- Kenan MORTAN, Cemil ÇAKMAKLI (1987), *Kalkınma arayışları (Les recherches du développement)*, Altın Kitaplar, İstanbul.
- Gündüz ÖKÇÜN (1997), *Ottoman Industry Industrial Census of 1913, 1915*, State Institute of Statistics, Historical Statistics Series Volume 4, Ankara.
- Turgut ÖZAL (1988), *La Turquie en Europe*, Plon, Paris.
- Sevket PAMUK (1984), *Osmanlı Ekonomisi ve dünya kapitalizmi (L'économie ottomane et le capitalisme mondiale)*, Yurt yayınevi, Ankara. [2^e édition revue et augmentée (1994), Tarih Vakfı Yurt Yayınları, İstanbul]
- Sevket PAMUK (1995), *Ottoman Foreign Trade in the 19th century*, State Institute of Statistics, Historical Statistics Series Volume 1, Ankara.
- PARVUS Efendi (1977), *Türkiye'nin mali tutsaklığı (La captivité financière de la Turquie)*, Muammer SENCER (éd.), İstanbul.
- Donald QUATAERT (1987), *Osmanlı devletinde Avrupa iktisadi yayılımı ve direnis « 1881-1908 » (L'expansion économique européenne dans l'État ottoman et la résistance)*, Yurt Yayınları, Ankara.
- David RICARDO (1821), *Principles of Political Economy and Taxation*, G. Bell and Sons Ltd. [1929], London.
- Morris SINGER (1977), *The economic advance of Turkey, 1938-1960*, Turkish Economic Society Publications, Ankara.
- Adam SMITH (1776), *An Inquiry into the Nature and Causes of the Wealth of Nations*, Alex. Murray [1871], London.
- Yahya TEZEL (1982), *Cumhuriyet döneminin iktisadi tarihi (L'histoire économique de la période républicaine)*, Yurt yayınevi, Ankara.
- Jacques THOBIE (1973), *Les intérêts économiques financiers et politiques français dans la partie asiatique de l'Empire ottoman de 1895 à 1914*, Thèse, Paris1.
- Jacques THOBIE (1982), *La France impériale 1880-1914*, Megrelis, Paris.
- Jacques THOBIE et Jean-Louis BACQUÉ-GRAMMONT (éd.) (1987), *L'accession de la Turquie à la civilisation industrielle*, Éditions Isis, İstanbul.
- Bertil WALSTEDT (1980), *State Manufacturing Enterprise in a Mixed Economy, The Turkish Case*, The John Hopkins University Press, Baltimore.
- Stéphane YERASIMOS (1986), *Azgelismislik sürecinde Türkiye (Turquie dans le processus du sous développement)*, 2 tomes, Belge Yayınları, İstanbul.